CAT-102
2025-05-08
É. Roy-Gamache

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES OPPOSITIONS - (AFFAIRES MUNICIPALES)

DEMANDES 1 À 73
AVRIL 2025

Votre gouvernement

Québec

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
1.	**Voyages hors QC**	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
2.	**Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets**	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.
3.	**Publicité, articles promotionnels et commandites**	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
4.	**Conférences de presse, événements**	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
5.	**Formation en communication**	La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ; b) le but recherché par chaque dépense ; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h) le but visé par chaque dépense ; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.
6.	**Contrats**	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
7.	**Appels d'offres publics**	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
8.	**Consultants externes**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.
9.	**Développements informatique**	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
10.	**Hébergement de données**	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement
11.	**Dépenses diverses**	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
12.	**Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques**	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
13. a)	**Minorités visibles35 ans et +**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
13. b)	**Minorités visibles-de 35 ans**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
13. c)	**Jours de maladie**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
13. d)	**Réserve de maladie**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
13. e)	**Heures supplémentaires**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
13. f)	**Jours de vacances**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
13. g)	**Réserve de jours de vacances**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
13. h)	**Personnel double rémunération**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
13. i)	**Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
13. j)	**Effectifs complexité**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
13. k)	**Effectifs traitement supérieur**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie
13. l)	**Effectifs 5 prochains exercices**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
13. m)	**Nombre employés permanents et temporaires**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
13. n)	**Départs volontaires**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
13. o)	**Postes abolis par ministère**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
13. p)	**Effectif autorisé Loi 15**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
13.q)	**Postes vacants**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
13.r)	**Postes vacants – gel de recrutement**	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.
14. a)	**Départ à la retraite**	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
14. b)	**Remplacement selon PGRH**	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
14. c)	**Retraités à contrat**	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15.	**Baux**	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
16.	**Actifs immobiliers excédentaires**	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
17.	**Aménagement**	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
18.	**Membres du Cabinet**	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
19.	**Budget discrétionnaire**	Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
20.	**Personnel hors structure**	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.
21.	**Personnel en disponibilité**	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2025-2026.
22.	**Occasionnels mis à pied**	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
23.	**Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs**	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
24.	**Abonnements**	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.
25.	**Billets de saison, loges, club privé**	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26.	**Sites Internet**	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.
27.	**Visites ministérielles et sous ministérielles**	Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
28.	**Adjoints parlementaires**	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.
29.	**Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies**	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30.	**Crédits périmés et gel de crédits**	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
31.	**Revenus autonomes et tarification**	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.
32.	**Plan de réduction**	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.
33.	**Transferts du gouvernement fédéral**	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34.	**Primes au rendement et bonis - SCT**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
35.	**Primes au rendement et bonis - Cabinet**	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
36.	**Primes de départ, allocation de transition**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
37.	**Augmentations de salaire**	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38.	**Reconduction des programmes existants**	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39.	**Initiative ou majoration programmes existants**	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement
40.	**Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
41.	**Taux d'absentéisme**	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42.	**Cotisation à des associations**	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
43.	**Sondages**	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts
44.	**Compensation Émissions de gaz à effet de serre**	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
45.	**Transfert d'emplois gouvernementaux en région**	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018
46.	**Plan d'action Personnes handicapées2021-2024**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;
47.	**Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
48.	**Rapport CSDEPJ**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse
49.	**Autre plan d'action ministériel ou interministériel**	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : lll) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
50.	**Mesures de télétravail/travail à distance**	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
51.	**Remboursement matériel télétravail**	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
52.	**Soutien employés - santé mentale**	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
53.	**CT réunions**	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
54.	**Formations**	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
55.	**Concours et tirages**	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
56.	**Communications/affaires publiques**	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
57.	**Incidents de sécurité de l'information**	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
58.	**Liste des rencontres de planification stratégique**	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant: a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
59.	**Rémunération des stages**	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		c) Rémunération totale déboursée.
60.	**Consultation autochtone**	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
61.	**Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre**	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
62.	**Dépenses PAE 5 dernières années**	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
63.	**Dépenses implantation nouveau régime de dotation**	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
64.	**Amendes perçues 5 dernières années**	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
65.	**Contrats sous-traitance**	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
66.	**Services tarifés**	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
67.	**Actifs possédés meubles et immeuble**	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
68.	**Coûts de système**	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
69.	**Sommes versées dommages exemplaires**	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
70.	**Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats**	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;
71.	**Demandes d'accès à l'information**	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
72.	**Salaires versés sans fonction ou tâche assignée**	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
73.	**Comités formés par le Conseil exécutif et les MO**	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
RG-74-NR 37		Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028.
RG-75-NR-40		Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie.
RG-76-NR-53		Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux gérer nos milieux de vie.
RG-77-NR-63		Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES OPPOSITIONS - (NON-RÉPONDUES)

DEMANDES 1 À 73
AVRIL 2025

Votre gouvernement

Québec

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux innondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires2020-2022 (prolongéjusqu'en2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberindimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - innondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement règlementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entrainé les plus grandes sommes.	Question particuliàre à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

Liens Internet : Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

Liens Internet : Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026 ; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusions; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet gouvernemental Québec.ca, dans la section du Ministère, en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).

Lien Internet : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/affaires-municipales/acces-information/frais-et-depenses-2024-2025

Pour les contrats de 25 000 $ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site Internet gouvernemental Québec.ca : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/affaires-municipales/acces-information/contrats-engagements-financiers. Pour les contrats de moins de 25 000 $, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Les données sont présentées en date du 31 janvier 2025.

Coût de l'événement : 800 $
But visé : Annonce d'une aide financière de plus de 4,5 M$ pour le développement régional au Bas-Saint-Laurent dans le cadre du Fonds régions et ruralité
Lieu : Kamouraska
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion de communiqués et d'invitations aux médias); Catherine Roy (photographe)

Coût de l'événement : 535 $
But visé : Annonce d'une aide financière de près de 1 M$ pour la stratégie d'attractivité de la Mauricie dans le cadre du Fonds régions et ruralité
Lieu : Shawinigan
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias); DIGIHUB (location de salle et d'équipements)

Coût de l'événement : 1 640,88 $
But visé : Annonce du lancement du programme Financement d'infrastructures en eau pour la réalisation d'habitations abordables (FIERH)
Lieu : Chicoutimi
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias); Le Montagnais (location de salles et d'équipements); Solotech inc. (location d'équipements); Groupe ETR (impression)

Coût de l'événement : 15 839,20 $
But visé : Breffage technique et annonce des programmes d'aide pour la relocalisation des locataires et des propriétaires de la zone tampon dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda
Lieu : Rouyn-Noranda
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias); Noranda, Hôtel & Spa (location de salles et d'équipements); MESS (location d'équipements et webdiffusion privée)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Coût de l'événement : 345,88 $
But visé : Annonce de la Stratégie québécoise en habitation
Lieu : Trois-Rivières
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion d'un communiqué et d'une invitation aux médias); Groupe ETR (impression)

Coût de l'événement : 345,88 $
But visé : Annonce d'une aide financière de près de 8 M$ pour réduire les risques d'inondation au parc Pierre-Bédard dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI)
Lieu : Montréal
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion d'un communiqué et d'une invitation aux médias); Groupe ETR (impression)

Coût de l'événement : 775 $
But visé : Annonce d'une aide financière de près de 1 M$ pour l'environnement et le développement durable en Mauricie dans le cadre du Fonds régions et ruralité
Lieu : Shawinigan
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion d'un communiqué et d'invitations aux médias); Paul Piché Traiteur (location de salle)

Coût de l'événement : 24 586,63 $
But visé : Cérémonie de remise de prix du Mérite municipal 2024
Lieu : Québec
Fournisseurs : CNW Telbec (diffusion d'un communiqué); Restaurant Le Parlementaire (location de salles et repas); Marc Couture Photographe Inc. (photographe); Groupe ETR (impression); LG Chabot (certificats); Pontbriand (trophées); Distribution Teknolight inc. (maroquins); François Rioux (musicien); Productions Grizzly (animation)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5	La liste des dépenses en formation de communication en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel: Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

L'information fournie en réponse est incluse en partie dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

Liens internet : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/affaires-municipales/acces-information/frais-et-depenses-2024-2025

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Montant du contrat	Objet du contrat
365e.PRO	9 560,00 $	Formation portant sur les outils bureautiques
ABD Expert conseils inc.	24 000,00 $	Assurer le bon fonctionnement du système de gestion des bases de données CA-IDMS
Anglocom inc.	10 000,00 $	Exécuter sur demande des tâches de traduction multilingue et d'interprétation
Acti-Com	19 200,00 $	Formation portant sur la rédaction de rapports concis et convaincants ainsi que la rédaction stratégique de notes ministérielles
Alia conseil inc.	3 715,00 $	Formation sur le développement professionnel ainsi que personnel
América Interprétation inc.	1 750,00 $	Fournir les services auprès de la Direction du soutien afin de réaliser la traduction simultanée des consultations avec les Premières Nations
Anne McBryde Traduction	10 000,00 $	Fournir les services afin d'exécuter sur demande des tâches de traduction et de révision linguistique anglaise
Aubin, Jonathan	7 000,00 $	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique
Bender, Charles	1 200,00 $	Fournir les services auprès de la Direction du soutien afin d'animer les consultations avec les Premières Nations
Bla Bla rédaction S.E.N.C.	7 000,00 $	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique
Body Gym Équipement inc.	7 000,00 $	Entretenir et réparer des équipements du centre de conditionnement physique situé au siège social du Ministère
Christine Paré communication inc.	4 250,00 $	Exécuter sur demande des tâches de rédaction. Octroi d'une licence et des droits sur le contenu créé à la remise des documents.
Christine Paré communication inc.	13 500,00 $	Rédaction des textes de la stratégie en habitation
Christine Paré communication inc.	6 900,00 $	Rédaction du Bilan annuel du MAMH 2023-2024 du Plan de protection du territoire face aux inondations
Communagir	3 423,41 $	Formation portant sur l'animation et l'accompagnement des processus collectifs

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Communication visuelle Graphissimo (2840-5520 Québec inc.)	24 000,00 $	Exécuter sur demande des travaux infographiques
La Coop Écoterritoire	9 550,00 $	Fournir une expertise en urbanisme et en environnement
Divay, Gérard	2 250,00 $	Préparer une présentation et participer à un panel de spécialistes en développement régional lors d'une journée de réflexion
Dufresne, Caroline	4 250,00 $	Exécuter sur demande des tâches de rédaction. Octroi d'une licence sur le contenu créé au moment de remise des documents
Dufresne, Caroline	12 500,00 $	Exécuter sur demande des tâches de rédaction
Fernandez relations publiques	7 600,00 $	Préparer et animer deux rencontres d'information concernant les programmes d'aide financière pour les citoyens visés par la création de la future zone tampon à Rouyn-Noranda
Fernandez relations publiques	8 678,75 $	Bonifier et uniformiser le contenu du projet de Stratégie gouvernementale pour l'occupation et la vitalité de territoires
Fernandez relations publiques	4 293,00 $	Préparer une présentation et participer à un panel de spécialistes en développement régional lors d'une journée de réflexion
Gembox	18 450,80 $	Obtenir des ressources de support et mise à jour pour utilisation des licences
Groupe informatique Technologia inc.	4 600,00 $	Offrir, auprès des employés du Ministère, une formation d'une journée portant sur la communication efficace en toutes circonstances
Groupe informatique Technologia inc.	9 740,00 $	Offrir des groupes de formation en virtuel sur l'accompagnement-conseil
Humance inc.	18 865,00 $	Offrir des ateliers sur la gestion du changement
La Diplomate, services linguistiques	7 000,00 $	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique et de traduction de l'anglais vers le français
Linovati	2 450,00 $	Offrir un service de coaching et d'accompagnement dans la réalisation d'un projet d'optimisation en vue de finaliser sa certification Lean six sigma ceinture verte
Marketing Quintus S.E.N.C	23 572,50 $	Élaborer une formation en ligne relative au cadre normatif des organisme municipaux. La formation inclut la création d'éléments graphiques (textes, des visuels, des animations et une voix)
Micro Logic	20 000,00 $	Obtenir différents services de licence Microsoft en infonuagique

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Monfet, Jean	3 000,00 $	Participer au comité d'arbitrage de l'agglomération de Québec concernant le projet corridor Lorettain
Monfet, Jean	12 000,00 $	Participer au comité d'arbitrage de l'agglomération de Québec concernant le projet de Centre de curling
Numea	5 600,00 $	Réaliser une formation sur le logiciel SPSS
Point virgule	7 000,00 $	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique et de traduction de l'anglais vers le français
Pontbriand (9306-3238 Québec inc.)	3 720,00 $	Production de 6 trophées personnalisés pour le Mérite municipal 2024
Pro-Actif	24 890,00 $	Exécuter sur demande des tâches de mise en page de documents à partir du gabarit InDesign et des figures fournies
Les Productions CINA inc.	1 155,00 $	Enregistrement et montage d'une narration francophone en lien avec le renouvellement des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire (OGAT)
Les Productions CINA inc.	24 896,00 $	Contrat à exécution sur demande pour des tâches de production vidéo
Productions Grizzly inc.	3 500,00 $	Animation de la cérémonie du Mérite Municipal 2024
Recyclage Vanier	11 207,14 $	Effectuer la cueillette, transport sécurisé, traitement confidentiel et ultra confidentiel, le déchiquetage et le recyclage des matières résiduelles des documents sur support papier ainsi que la récupération du carton rebut
Samuel Tessier Photographe (Tessier, Samuel)	2 300,00 $	Séance de photographie pour la campagne sur la sécurité des piscines résidentielles
Services langagiers MGT	7 000,00 $	Services de révision linguistique
SLV Expert inc.	2 250,00 $	Dispenser l'atelier de formation - Power BI niveau 1
Solutions Consortech inc.	4 260,00 $	Obtenir des mises à jour de sécurité et le soutien pour le logiciel FME
Solutions Consortech inc.	4 300,00 $	Maintenance pour le logiciel FME
Solutions Swiss Nova Global inc.	16 640,00 $	Accès aux questionnaires en ligne permettant l'obtention du Profil Nova Global ainsi qu'à toute autre activité de perfectionnement offerte par Nova Global

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Stratégie organisation et méthode SOM inc.	16 300,00 $	Sondage en ligne auprès de la population et des propriétaires de piscine résidentielle, afin de connaître l'impact de la campagne de sensibilisation sur la sécurité des piscines résidentielles
Les Traducteurs unis	10 000,00 $	Traduction et révision linguistique de divers documents
Vachon, Bernard	2 150,00 $	Préparer une présentation et participer à un panel de spécialistes en développement régional lors d'une journée de réflexion portant sur le renouvellement de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires

Données au 31 janvier 2025

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère. https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 8	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du Ministère : Engagements financiers | Gouvernement du Québec (quebec.ca).

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca

Aucune pénalité n'a été appliquée dans la gestion de projets de développement informatique ou de modernisation de systèmes informatiques.

Note :
Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=77878.pdf)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.

Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 49 226 $ en 2024-2025 au 31 janvier 2025.

Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : Aucun.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépenses	Total 2024-2025
Photocopie	5 853 $
Mobilier de bureau et ameublement	700 $
Décoration et embellissement	0 $
Distributeur d'eau de source	0 $
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	226 301 $
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 $
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	37 745 $
- à l'extérieur du Québec	0 $

L'information concernant les frais de déplacement et le coût du véhicule de fonction des ministres en lien avec le Règlement sur la diffusion est divulguée sur le site internet du Ministère (art. 4, paragraphe 16 à 19) à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/affaires-municipales/acces-information/frais-et-depenses-2024-2025#c288655

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Données présentées en date du 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Types de dépense reliée à la téléphonie	Coûts 2024-2025
Le coût des frais d'itinérance	975,41 $
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	85,26 $
Les coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 $

L'information fournie en réponse à ces questions est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Lien Internet : Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Données présentées en date du 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

h) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

m) le nombre d'employés permanents et temporaires ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

r) le nombre de postes demeuré vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 14	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de: a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) En 2024-2025, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du trésor.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 5

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27). Accès à l'information du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la Société québécoise des infrastructures. Celle-ci est responsable des travaux effectués au Ministère le cas échéant.

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts au 31 janvier 2025
Québec	Peinture, installation de fonds de clouage, ragréage et ajout de prises électriques	9 982 $
	Améliorations locatives et réaménagement d'espaces de bureau	43 580 $
	Sous-total - Québec	**53 562 $**
Régions	Installation d'une prise de monument de plancher et réparation d'une borne de recharge	1 937 $
	Améliorations locatives et réaménagement d'espaces de bureau	452 273 $
	Sous-total - Régions	**454 210 $**
Montréal	Peinture, installation de fonds de clouage, ragréage et réparation d'un ouvre-porte à distance	2 188 $
	Réaménagement d'espaces de bureau	13 288 $
	Sous-total - Montréal	**15 476 $**
	Grand Total	**523 248 $**

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant: a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts au 31 janvier 2025
Québec	Travaux d'amélioration locative au 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau – Honoraires (Société québécoise des infrastructures)	4 008 $

Note : L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de la ministre de la ministre des Affaires municipales, Mme Andrée Laforest – au 31 janvier 2025

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Pierre Guillot-Hurtubise	Directeur de cabinet	Montréal
Anis Telmat	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Martine Girard	Conseillère politique	Chicoutimi (Comté)
Stéphane Bégin	Attaché politique	Chicoutimi (Comté)
Carole Tremblay	Attachée politique	Québec
Line Aubé	Employée de soutien	Chicoutimi (Comté)
Daniel Marquis	Conseiller politique	Chicoutimi (Comté)
Bernard Sévigny	Conseiller politique	Sherbrooke
Élodie Masson	Attachée politique	Québec
Mélanie Côté	Employée de soutien	Chicoutimi (Comté)
Tristan Lehoux	Conseiller politique	Québec

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi (dernière journée travaillée)
Catherine Grondin	Conseillère politique	Montréal	2024-09-06
Jonathan Lapierre	Directeur de cabinet	Iles-de-la-Madeleine	2024-10-30

Cabinet de la ministre responsable de l'habitation, Mme France-Élaine Duranceau – au 31 janvier 2025

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Laurence R. Fortin	Directrice de cabinet	Montréal
Sarah Bigras	Directrice de cabinet adjointe	Québec
Marianne Laliberté	Conseillère politique	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)
Hugo Paquette	Conseiller politique	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)
Lyne Lapointe	Attachée politique	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)
Jacqueline Martin	Employée de soutien	Sainte-Agathe-des-Monts (Comté)
David Arsenault	Attaché politique	Montréal
Justine Vézina	Attachée politique	Québec
Simon-Pierre Poulin	Conseiller politique	Montréal

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi (dernière journée travaillée)
Stéphanie Couture	Conseillère politique	Montréal	2024-07-10
Charles Tison	Attaché politique	Québec	2024-07-17
Matea Marjanovic	Conseillère politique	Québec	2024-11-22
Marie-Claude Lavigne	Directrice de cabinet	Montréal	2025-01-17
Alice Bergeron	Directrice de cabinet adjointe	Québec	2025-01-24

Masse salariale autorisée 2024-2025

- Cabinet de la ministre des Affaires municipales : 1 048 070 $
- Cabinet de la ministre responsable de l'Habitation : 922 896 $

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 19	Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).

Liens Internet : Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.

Aucune personne n'est rémunérée par le Ministère et affectée à un autre organisme.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux nº 20 des oppositions.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.

Abonnements 2024-2025 - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	696,00 $
Accès numérique des lois municipales	108,00 $
Actualité juridique municipale	5 234,00 $
Code civil du Québec, texte annoté	1 130,00 $
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	6 736,00 $
Code des municipalités, lois principales et complémentaires	2 360,00 $
Code municipal du Québec	1 000,25 $
Code municipal du Québec et lois connexes	110,00 $
Droit municipal, principes généraux et contentieux	24 851,00 $
Journal Le Canada Français	54,27 $
Journal Le Devoir	462,60 $
Journal Le Radar	126,11 $
Journal The Equity	30,00 $
Législation complémentaire au Code municipal et à la Loi sur les cités et villes	5 412,00 $
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	4 525,00 $
Loi sur la fiscalité municipale annotée	168,00 $
Loi sur les cités et villes	2 627,00 $
Loi sur les élections et les référendums et Loi sur l'organisation territoriale	102,50 $
Lois municipales, volumes 1 et 2	262,00 $
Québec Municipal	3 484,00 $
Revue L'Action nationale	150,00 $
Total 2024-2025 au 31 janvier 2025	**59 628,73 $**

Note :
L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Données présentées en date du 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme de cette nature en 2024-2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (hits) par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web du Ministère [1] https://www.mamh.gouv.qc.ca/	Amazon, MAMH	-	2 859 $ (hébergement) 651 $ (entretien) [2] 0 $ (mise à jour réalisée à l'interne)	0 $

(1) Ce site Web a été délesté. La migration de son contenu a été réalisée au 1er avril 2024 dans le site Web gouvernemental Québec.ca.
(2) Coût d'entretien pour le site Web du Ministère et le site Web des élections municipales.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (hits) par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Intranet ministériel https://spgouvqc.sharepoint.com/sites/mamh-Intranet	MCN/Microsoft MAMH	-	(hébergement) [3] 0 $ (entretien) 0 $ (mise à jour réalisée à l'interne)	0 $

(3) Le coût d'hébergement de l'intranet est inclus dans la facture globale des licences des postes utilisateurs de l'offre de service du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN).

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (hits) par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Extranet Portail gouvernemental des affaires municipales (PGAMR) www.portailmunicipal.gouv.qc.ca Note: Il s'agit d'un portail sécurisé (extranet) permettant aux ministères et organismes d'établir un lien d'affaires avec les municipalités en leur rendant disponibles différentes prestations électroniques de services (PES).	MCN, Microsoft MAMH		97 201 $ (hébergement) [4] 35 285 $ (entretien) 0 $ (mise à jour réalisée à l'interne)	0 $

(4) Coût total de l'infrastructure partagée soutenant le PGAMR, incluant l'infonuagique. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.

Les coûts liés à la réservation de l'ensemble de noms de domaine pour le Ministère représentent 227 $ au 31 janvier 2025.

Données présentées en date du 31 janvier 2025

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 27	Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

Lien internet : Frais et dépenses 2024-2025 | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.

Aucune somme n'a été versée en 2024-2025 à :

- Monsieur Éric Girard, député de Lac-Saint-Jean et adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales.
- Madame Chantale Jeannotte, députée de Labelle et adjointe parlementaire de la ministre responsable de l'Habitation.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	**Remboursements 2024-2025 obtenus au 31 janvier 2025 en contrepartie des :**	
	Subventions versées	**Frais de gestion des programmes**
Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Grands projets (FCCQ-GP) et volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ-VCGV)	12 744 073 $	99 994 $
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ-FPC)	6 134 951 $	0 $[1]
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)	4 917 320 $	7 341 $[1]
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada - sous-volet Qualité de l'environnement - Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU)	31 410 740 $	0 $[1]
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et contribution du Québec (FAACQ)	9 324 226 $	S.O.
Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ) 2024-2028	445 120 000 $	S.O.
TOTAL	**509 651 310 $**	**107 335 $**

[1] L'enveloppe fédérale attribuée a pleinement été utilisée.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime ni boni au rendement n'a été payé en 2024-2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la *Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre*.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été allouée au personnel du MAMH, et ce, pour toutes les catégories d'emplois.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Investissements et dépenses en ressources informationnelles du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025[1] :

- Opération :10 895 370 $
- Capital :779 846 $

b) Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

d) et e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante : https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec

[1] Une partie des dépenses est financée par le gouvernement fédéral ou la Société de financement des infrastructures locales dans le cadre d'ententes de gestion de programmes d'infrastructures. Les montants présentés sont nets, c'est-à-dire que les remboursements ont été comptabilisés.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Cotisations professionnelles - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	**Quantité**	**Coût total**
Exercice financier 2024-2025		
Association canadienne des eaux potables usées	1	395 $
Association de géomatique municipale du Québec	1	2 750 $
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée	1	245 $
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	1	980 $
Institut canadien des actuaires	1	1 510 $
Institut des auditeurs internes	8	2 036 $
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	5	5 810 $
Ordre des évaluateurs agréés du Québec	1	1 104 $
Ordre des ingénieurs du Québec	33	20 070 $
Réseau Environnement inc.	1	3 580 $
Société québécoise d'évaluation de programme	5	1 024 $
Society of Actuaries	1	750 $
Toastmasters International	1	167 $
Total au 31 janvier 2025	**60**	**40 421 $**

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :
a) la date ;
b) la nature ;
c) les questions posées ;
d) les réponses

Sujet	Fournisseurs	Coût au 31 janvier 2025
Sondage dans le cadre de la campagne sur la sécurité des piscines résidentielles	Stratégie organisation et méthode SOM Inc.	16 300 $
Intérêt et connaissances des citoyennes et des citoyens envers les affaires municipales (Plan stratégique 2023-2027)	Advanis	15 100 $

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Le Ministère a fait un don de 4 982 $ à l'organisme Carbone boréal au cours de l'exercice financier 2024-2025, afin d'assurer la plantation de 847 arbres qui sont nécessaires pour compenser les 118,62 tonnes de CO_2 émis dans le cadre des déplacements réalisés en 2023-2024.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 45	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027 et le bilan annuel 2023-2024 sont disponibles sur Québec.ca.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2028 du MAMH est disponible sur le site Internet au lien suivant : Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : lll) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant les plans d'actions ministériels ou interministériels se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plan annuel de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Au 31 janvier 2025, le Ministère a versé 4 352 $ aux employés ayant présenté une demande de remboursement pour l'achat de matériel requis pour le télétravail pour l'année 2024-2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 52	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

En 2024-2025, le Ministère a dépensé une somme totale de 7 730 $ en soutien aux employés en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : Engagements financiers | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 53	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Description de l'activité	Coût de l'activité	Fournisseurs
Cérémonie de remise de prix du Mérite municipal 2024	24 586,63 $	CNW Telbec Restaurant Le Parlementaire Marc Couture Photographe inc. Groupe ETR LG Chabot Pontbriand Distribution Teknolight inc. François Rioux Productions Grizzly

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 54	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer: a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/affaires-municipales/acces-information/frais-et-depenses-2024-2025

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours ou tirage pour le Ministère n'a été effectué au cours de l'année 2024-2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Depuis le 1er avril 2015, l'ensemble des membres du personnel des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG) du ministère du Conseil exécutif. En date du 31 janvier 2025, la Direction des communications du MAMH comptait 30 membres du personnel.

Les dépenses effectuées sont notamment pour l'organisation de conférences de presse et d'événements ou celles liées à la revue de presse, à la veille et à la rétro-information ainsi qu'à la diffusion de communiqués de presse.

Des informations complémentaires liées aux dépenses en publicité et à la tenue de conférences de presse sont présentées dans les réponses aux demandes de renseignements généraux n° 3 et n° 4 des oppositions.

Diffusion de communiqués de presse : 31 500 $

Revue de presse, veille et rétro-information : 43 235,72 $

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 57	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer: a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 58	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les date; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Le Ministère n'a tenu aucune rencontre de planification stratégique de type « lac à l'épaule ».

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 59	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.

37 stagiaires ont été embauchés en 2024-2025 pour une rémunération totale de 375 146 $ en date du 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Projet	Date	Dépense 2024-2025 au 31 janvier 2025
Consultation auprès des communautés autochtones dans le cadre de la révision de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires	12 septembre 2024	2 950 $

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 61	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : Engagements financiers | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 62	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 63	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 64	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Le Ministère ne perçoit pas d'amendes en vertu de l'application des lois dont il est responsable.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 65	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère : Engagements financiers | Gouvernement du Québec (quebec.ca)

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 66	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 67	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

La valeur comptable nette totale des actifs possédés en meubles est de 262 024 $.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 68	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 69	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: https://soquij.qc.ca/a/fr.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 70	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 71	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 72	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 73	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité d'audit au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Mandat : Fournir au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs et une assurance quant à la gestion des risques, aux mécanismes de contrôle, à la gouvernance, à la conformité des opérations et aux processus de reddition de comptes du Ministère.

Membres du comité	Date de début	Date de fin	Honoraires au 31 janvier 2025 (2024-2025)
Paulin, Madeleine	2021-07-08	2025-03-31	3 000 $
Albert, Mario	2023-03-01	2025-12-31	3 000 $
Bourget, Nicole	2023-03-01	2025-12-31	2 312 $

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 74-NR-37	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028.

Mesure 1 RELOCALISATION PROGRESSIVE DES RÉSIDENTES ET RÉSIDENTS DANS UN MILIEU DE VIE DE QUALITÉ — Porteur : MAMH

Objectif : La création d'une zone tampon répond aux recommandations de la Direction de la santé publique régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et vise à établir une distance séparatrice entre les activités industrielles et le tissu urbanisé.

Enveloppe totale : 58 M$

- Le 3 juillet 2024, après une importante consultation auprès des citoyens ainsi que des différents partenaires, deux programmes ont été mis en place pour soutenir les locataires et les propriétaires visés par la création de la zone tampon à Rouyn-Noranda. Depuis le 3 septembre 2024, les citoyens concernés peuvent soumettre leur demande d'aide financière en utilisant les formulaires mis à leur disposition.
    - Dépense 2024-2025 (au 31 janvier 2025) : 2,1 M$
- À partir de cette enveloppe, le gouvernement a octroyé, en mars 2024, une subvention de 41,4 M$ à la Ville pour qu'elle puisse contribuer à la relocalisation des résidents de la zone tampon. Entre autres, la Ville identifie les nouveaux secteurs, réalise les travaux d'aménagement requis et mène les démarches nécessaires en vue de déployer un programme complémentaire à ceux du MAMH.
    - Dépense 2024-2025 (au 31 janvier 2025) : 0 $
    - Versement prévu avant le 31 mars 2025 : 13,5 M$

Mesure 4 SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT LOCAL — Porteur : MAMH et MEIE

Objectif : Mettre à la disposition de la Ville et du milieu les outils nécessaires pour soutenir la mise sur pied d'un plan de développement comprenant différents projets innovants et durables qui agiront comme leviers pour l'avenir de la communauté et pour sa prospérité.

Enveloppe totale : 18,15 M$

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 74-NR-37	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028.

- Le gouvernement du Québec soutient la Ville de Rouyn-Noranda à hauteur de 1,5 M$ pour l'élaboration de sa stratégie de mobilisation et d'attractivité. Cette stratégie contribuera à l'amélioration de l'image de la région et au renforcement du sentiment d'appartenance de sa population, tout en mobilisant les acteurs socioéconomiques et la population autour d'une vision commune.
    - Dépense 2024-2025 (au 31 janvier 2025) : 0 $
    - Versement prévu avant le 31 mars 2025 : 545 k$
- Le gouvernement du Québec soutient la Ville de Rouyn-Noranda avec l'octroi, en mars 2024, d'une aide financière de 2,05 M$ pour le développement de l'Entente sectorielle visant la réalisation de projets favorisant le développement durable sur son territoire. Ce montant cumule les contributions respectives du MAMH (1 000 000 $), du MEIE (1 000 000 $) et du MCC (50 000 $). S'ajoutent à ces contributions, l'expertise du MESS. Cette somme correspond à une bonification de l'enveloppe initiale du Plan. L'Entente permettra la réalisation de projets mobilisateurs et rassembleurs qui agiront comme leviers pour favoriser le développement durable du territoire de la Ville, en misant sur la collaboration entre les milieux socioéconomiques, culturels et institutionnels.
    - Dépense 2024-2025 (au 31 janvier 2025) : 0 $
    - Versement prévu au 31 mars 2025 : 500 k$

Mesure 5 COORDINATION ET ACCOMPAGNEMENT — Porteur : MAMH

Objectif : Assurer un suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental et offrir l'accompagnement nécessaire à la Ville de Rouyn-Noranda.

Enveloppe totale : 1,6 M$

- La coordination de l'action gouvernementale auprès des autorités de la Ville, de la Fonderie Horne (Glencore) et des organismes locaux et régionaux concernés par le dossier de la Fonderie Horne est actuellement assurée par la sous-ministre adjointe aux politiques, Madame Katia Petit, qui agit à titre de coordonnatrice gouvernementale depuis le 13 janvier 2025. Elle est appuyée par un directeur et une équipe de trois personnes.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 75-NR-40	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie.

Le *Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie!* (Plan d'action), dévoilé en 2021, comprend différentes mesures, couvrant trois thématiques, soit la sensibilisation, la formation et la veille des bonnes pratiques, et vise à sensibiliser les acteurs du milieu municipal à l'importance d'entretenir un climat respectueux qui encourage un dialogue constructif.

Dans le cadre du plan d'action, le Ministère a octroyé des aides financières à la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et à l'Union des municipalités du Québec afin qu'elles offrent des services de soutien psychologique directement à leurs membres et aux familles de ceux-ci. Pour l'année financière 2024-2025, les deux associations ont reçu 320 000 $ et 75 000 $ respectivement. L'écart entre les deux montants s'explique par le nombre plus élevé d'élus membres de la FQM.

Des capsules portant sur la civilité ont aussi été publiées sur le site Web du Ministère. Le budget total pour ce mandat était de 80 000 $.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n°76 NR-53	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux gérer nos milieux de vie.

L'information présentant l'état d'avancement et les sommes investies dans le cadre du Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie est disponible sur la page Web Québec.ca : Bilan du Plan de protection du territoire face aux inondations | Gouvernement du Québec (quebec.ca). Les bilans produits en 2020-2021, 2021-2022,2022-2023 et 2023-2024 s'y trouvent.

La reddition de comptes annuelle 2024-2025 sera déposée sur cette même page Web lorsqu'elle sera disponible.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 77-NR-63	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024).

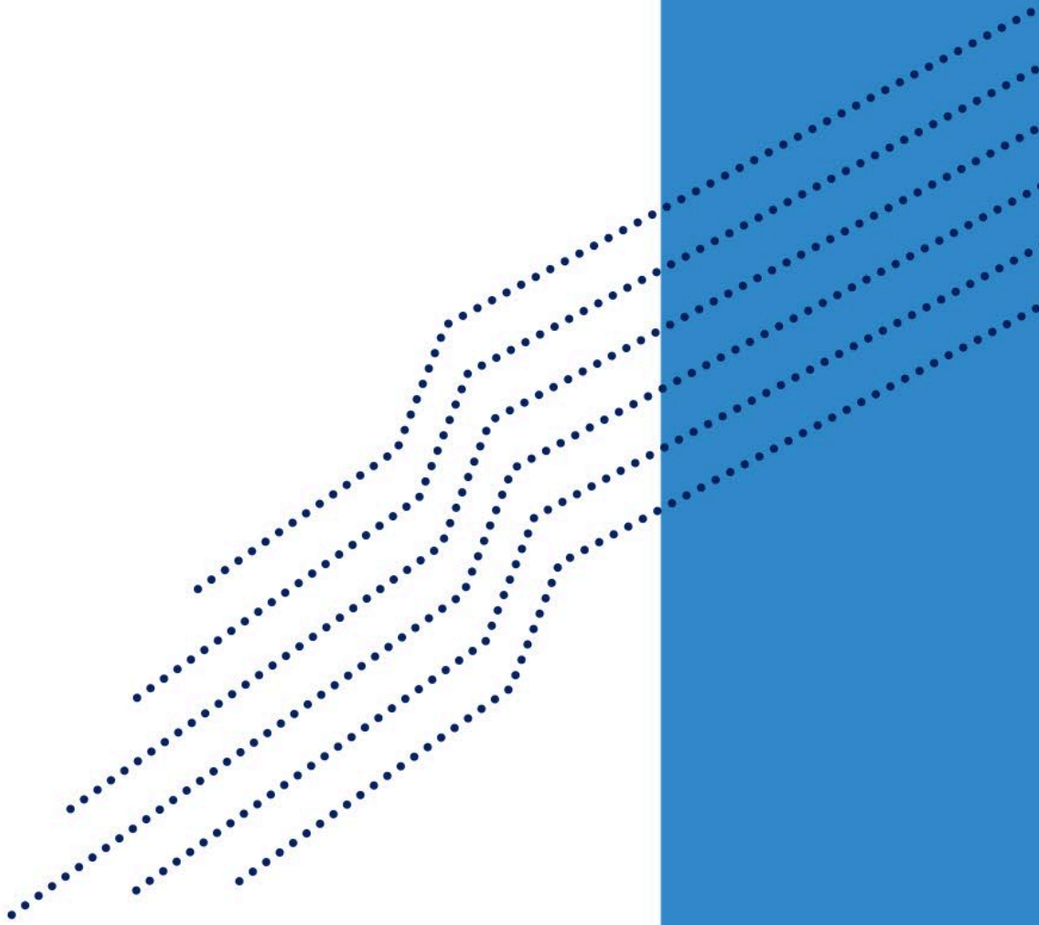
La reddition de comptes du Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024) pour la période 2024-2025 sera effectuée à compter d'avril 2025 et sera accessible dans le Rapport annuel de gestion du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande nº 78-NR-66	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029

La Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires n'est associée à aucune mesure budgétaire.

La *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoire* prévoit que la ministre des Affaires municipales présente au gouvernement, annuellement, un bilan de la mise en œuvre de la stratégie au sein de l'Administration et, à l'occasion des révisions de la stratégie, un rapport de cette mise en œuvre à partir des indicateurs et de tout autre moyen prévu à la stratégie. Ce bilan et ce rapport sont rendus publics par la ministre et déposés à l'Assemblée nationale dans les 30 jours suivants ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux.



Affaires municipales
et Habitation
Québec